

Impôt sur le revenu

M. Fleming: Je suis heureux de constater l'appréciation des membres de l'opposition, car en m'apprêtant à traiter ce sujet, je veux préciser que je leur sais gré de leur respect envers la Chambre et de l'attention qu'ils portent à ce que je vais dire, ou du moins de leur silence qui me permettra de continuer.

J'ose espérer que les journalistes qui ont assisté à la séance de cet après-midi et à celle de ce soir prendront note du fait que la discussion de cette question constitue aujourd'hui la première occasion pour les membres de ce parti qui affirme qu'il devrait, en fait, gouverner le pays—qu'il a presque le droit de gouverner et qui, à un moment donné, a dit qu'il en avait le droit—de dire que la principale question à soumettre aux Canadiens, le grand sujet de confrontation qui, le public devrait le savoir, les préoccupe au plus haut point, ce sont les formules d'impôt sur le revenu.

Des voix: Bravo!

M. Fleming: Cette décision ayant été prise grâce à la majorité de leur caucus, que nous savons écrasante, ils ont réussi au cours de l'après-midi à produire 10 p. 100 de leurs députés pour traiter cet important problème. Ils ne sont guère plus nombreux ce soir 15 ou 20 p. 100. J'espère qu'aux prochaines élections, nous, de ce côté-ci de la Chambre, et ceux des autres partis nous souviendrons de leur action. C'est le premier jour où ils peuvent exprimer une grave préoccupation, mais combien sont-ils pour en discuter?

Des voix: Bravo!

M. Fleming: Permettez-moi de reprendre quelques arguments invoqués ici cet après-midi par le député de York-Simcoe (M. Stevens). Pour montrer la préoccupation manifeste du gouvernement, le député de York-Simcoe a dit que cette nouvelle formule était beaucoup plus difficile et que, par conséquent, le gouvernement devait prendre des mesures pour régler le problème. Il a souligné que le personnel de soutien de la région de Toronto avait été porté de 30 à 60. Il s'agit là d'un employé pour 25,000 contribuables. Je suis sûr qu'on se plaindrait davantage si c'était un pour 50,000. C'est l'argument qu'il a fait valoir: nous devons nous préoccuper car on a doublé les effectifs.

Le point suivant qu'il a fait valoir en présentant cette motion au nom de l'opposition officielle a été que sa secrétaire avait appelé 25 fois ce merveilleux service téléphonique et qu'elle n'avait pas obtenu de réponse. Deux faits ressortent. D'une part, nous sommes à l'époque de l'impôt et c'est vrai, les téléphones sont occupés. De plus, c'est frustrant. Pourquoi, croyez-vous, a-t-on augmenté le personnel? Il est facile de déformer un fait, de fermer les yeux sur le suivant et de présenter l'argument contraire. C'est une réaction typique de ce parti. Il agit de cette manière depuis le début de la session, il y a deux mois.

Des voix: Bravo!

M. Fleming: Le député de York-Simcoe est vaguement économiste. De temps à autre, il lui arrive sûrement de penser finance. C'est un avocat de grand talent. Cet après-midi, il a fait valoir qu'au cours des cinq dernières années, l'impôt sur le revenu du contribuable canadien moyen

[M. Fleming.]

s'est accru de quelque 50 p. 100. Il a commencé en disant que les sommes réelles se sont accrues pour le «contribuable moyen». Faisant preuve d'une franchise et d'une honnêteté sans réserve, il les a réparties en dollars constants et est arrivé à 50 p. 100. C'est ce genre de jeu statistique qui met le public au désespoir de comprendre ce qu'est la politique et qui sont ceux qui essaient d'aider le pays.

Mais ce que le député de York-Simcoe a omis de mentionner, c'est de combien se sont accrues le revenu net et le revenu brut du contribuable moyen. Au cours des cinq dernières années, ils ont augmenté d'au moins 50 p. 100. Celui-ci a ainsi beaucoup plus d'argent à dépenser et un plus grand nombre de services gouvernementaux sont à la disposition de ceux qui en ont besoin, par suite des mesures du présent gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Fleming: Au cours de la période des questions orales, on passe beaucoup de temps sur l'aspect politique des questions au lieu d'essayer honnêtement d'obtenir des réponses et de se comporter en opposition forte, ferme et honnête. C'est faire de la grande politique que de signaler jusqu'à quel point ces nouvelles formules sont insensées. Cela attire l'attention. Le fait est qu'un grand nombre des critiques proviennent de gens qui n'ont même pas regardé les formules. Beaucoup de représentants des médias, d'économistes et d'experts fiscaux—et sauf erreur, le ministre a cité un éditorial du *Financial Post*—affirment que cette formule est extrêmement bonne. Ils disent même que c'est l'une des meilleures que l'on ait eue depuis des années.

Des voix: Bravo!

M. Fleming: Monsieur l'Orateur, voilà deux mois que cela dure. En toute déférence, lorsque, de ce côté-ci, quelqu'un se lève pour prendre la parole, ce n'est que chahut et interruptions. De telles bêtises n'ont pas lieu lorsqu'un député de l'autre côté prend la parole. Voilà comment ils veulent gouverner, par le chahut.

Des voix: Bravo!

M. Fleming: Si je puis continuer mon discours, on peut rassembler toutes ces formules et faire une moisson politique facile et une belle image. Payer des impôts et participer à la démocratie n'est pas une expérience agréable. Cela dure longtemps. On en a parlé avant aujourd'hui. C'est très important. Il faudrait être terriblement naïf ou très peu sincère pour dire que notre gouvernement, notre système économique et notre pays ne deviennent pas de plus en plus compliqués d'année en année. Les gens se demandent où sont les responsables et quelles sont leurs attributions. Ils doivent supporter ces brillantes tactiques de l'opposition lorsque, en fait, les citoyens responsables de la presse et les économistes répètent sans cesse que ces formules ont été améliorées, que ce sont de bonnes formules, qu'on doit prendre le temps de les étudier!

Des voix: Bravo!

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, je me demande si le député me permettra de lui poser une question au nom des personnes âgées de notre pays.